

Résumé d'évaluation

Evaluation décentralisée pour une prise de décisions fondées sur des données factuelles

Evaluation thématique sur les questions de genre dans les interventions du PAM en République centrafricaine (2014-2018)

SUJET DE L'EVALUATION

Dans le cadre de sa stratégie d'intervention sensible au genre, le PAM vise l'intégration systématique des questions relatives à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans toutes ses activités ainsi que la recherche de l'équité dans le traitement des besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Présent en République Centrafricaine dans un contexte de crise humanitaire marquée par des inégalités de genre, l'EMOP 200799 (Emergency Operation 2014-2017) et le Plan Stratégique Pays Provisoire (PSPP 2018-2020) du PAM ont offert l'opportunité au bureau pays d'analyser la contribution de leurs interventions à la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition à travers une évaluation thématique indépendante sur le genre. Cette évaluation commanditée par le Bureau du PAM en République Centrafricaine (RCA), s'est déroulée entre septembre et décembre 2018 et a couvert toutes les activités menées par le PAM entre 2014 et 2018.

OBJECTIFS DE L'EVALUATION

Les objectifs de cette évaluation étaient doubles : un objectif de redevabilité consistant en l'analyse de la performance et des résultats des activités du PAM en faveur du genre et un objectif d'apprentissage qui éclaire sur les facteurs explicatifs des résultats obtenus afin d'en tirer des leçons utiles pour l'amélioration des programmes.

METHODOLOGIE

La réalisation de cette évaluation s'est basée sur une méthode mixte, combinant analyse documentaire, analyse de données secondaires, entretiens avec des parties

prenantes notamment les personnels du PAM et ses partenaires opérationnels, et les observations et échanges avec les populations cibles.

PRINCIPAUX RESULTATS

Pertinence

L'intervention du PAM principalement axée sur une réponse à des besoins immédiats est pertinente dans une telle situation d'urgence. Par ailleurs, les activités proposées reflètent une volonté d'adapter l'intervention aux différences de contextes et à leur évolution. La production de données est en RCA toutefois extrêmement compliquée en raison des conditions sécuritaires, des déplacements de populations et de la faiblesse des structures étatiques. Les Enquêtes Nationales sur la Sécurité Alimentaire (ENSA) réalisées par le PAM sont les seules données quantitatives disponibles annuellement permettant un suivi de la situation au niveau national depuis 2016. Les données et analyses disponibles sont toutefois insuffisantes pour apprécier les problématiques liées au genre et adapter les réponses à de tels enjeux.

Ciblage

Cibler les femmes sans compréhension de la structure de la société peut être contre-productif : augmentation de la charge de travail, pressions sociales ou familiales etc. Or, cette connaissance n'est pas suffisamment approfondie par les partenaires opérationnels du PAM et la prise en compte du genre s'attache trop souvent à une simple désagrégation des activités par sexe.

Cohérence

L'action du PAM s'inscrit en théorie dans les politiques nationales et dans les conventions et traités internationaux



d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes. Le contexte justifie pleinement une telle approche basée sur le genre, mais il en pose également les limites. La réponse majoritairement d'urgence dans un climat de forte instabilité, la faiblesse des structures étatiques et des services de base, le taux très élevé d'analphabétisme et de déperdition scolaire notamment chez les femmes /filles, les violences basées sur le genre, les pesanteurs socioculturelles, sont autant de contraintes mais aussi d'opportunités à la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Efficacité/Impact

D'après les discussions avec les représentants du PAM en RCA, les données partagées par les partenaires ne seraient pas systématiquement désagrégées. Elles ne permettraient donc pas d'estimer précisément le ratio entre Hommes et Femmes. Celui-ci est établi en appliquant un ratio hommes-femmes de 47 et 53%, qui découle du recensement de la population de 2003. Les données désagrégées par sexe renseignées dans les rapports de projet standards n'étant pas basées sur les faits mais sur un mode de calcul, il est impossible d'assurer que les groupes cibles visés ont effectivement été atteints.

Efficiences

Les outils budgétaires ne permettent pas, sur la période concernée 2014-2018, d'estimer la part du budget consacrée aux questions relatives au genre. Cette prise en compte devrait s'améliorer dans l'avenir avec l'engagement des agences des Nations Unies à consacrer au moins 15% de leur budget à la mise en œuvre de programmes spécifiques en faveur du genre. Cet engagement à agir en faveur des questions de genre se retrouve au niveau de la politique des Ressources humaines du PAM où, malgré les difficultés inhérentes au contexte centrafricain, une réelle volonté de recruter et de promouvoir des femmes a été constatée.

Durabilité

Compte tenu du contexte centrafricain, l'essentiel des activités mises en œuvre sur la période évaluée est composé d'opérations d'urgence dont la durabilité est par essence limitée. Dans les régions où la situation sécuritaire le permet, le PAM appuie toutefois des actions renforçant l'autonomisation des populations et communautés visées (FFA, P4P). Toutefois l'effondrement des services de l'Etat et le manque de renforcement des capacités des équipes du PAM sur les questions relatives au genre constituent un obstacle à la durabilité des interventions.

Bonne pratique

L'ONG AVIDESCA, un des partenaires de mise en œuvre du PAM favorise des dynamiques collectives,

notamment à travers des sessions d'alphabetisation des femmes, contrainte majeure à leur prise de responsabilité dans les comités et groupements. Sont mobilisées non seulement des femmes déplacées vulnérables mais également des femmes résidentes. Une autre pratique est le choix du maraichage qui requiert des travaux d'aménagements limités et permet une valorisation rapide de ces aménagements à travers une production diversifiée contribuant à la diversification nutritionnelle et à la génération de revenus en contre saison et à différentes périodes.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Evaluation globale

La Politique du PAM en RCA s'inscrit de manière cohérente et pertinente dans l'environnement politico-légal national et international régissant la prise en compte du genre. Toutefois, il existe un décalage entre les ambitions affichées par cette politique en matière d'égalité hommes-femmes, les activités mises en œuvre par le Bureau Pays et les indicateurs d'impact liés au Genre et à la Protection. Dès lors, il s'avère difficile de conclure que le projet a pu contribuer à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes.

Recommandations

Les recommandations suivantes ont été émises à l'issue de l'évaluation :

R1 : Renforcer les capacités et les compétences internes dans les domaines de la Protection et du Genre.

R2 : Adapter les indicateurs de Protection et les outils de collecte et d'analyse au contexte centrafricain.

R3 : Elaborer une stratégie pluriannuelle genre spécifique au contexte de la République centrafricaine.

R4 : Renforcer les capacités de l'équipe et des partenaires ONG en charge des activités liées au genre et à la sécurité alimentaire.

R5 : Renforcer la compréhension des problématiques liées au genre dans chacun des contextes d'intervention à travers des analyses qualitatives.

R6 : Avoir une meilleure concertation et coordination avec les autres intervenants sur le thème Genre & Sécurité alimentaire.

R7 : Renforcer le système de Suivi-évaluation sur les questions relatives au genre.